

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 29/2 (2002)

DOI: 10.11588/fr.2002.2.62694

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

nombreux traités gallicans qui font le lien entre »l'ancienne querelle janséniste« et la »nouvelle question gallicane«. Ainsi naît une forme inédite d'anticlérisme qui apparaît à l'auteur (de façon sans doute excessive, car c'est oublier ici la lente mais prégnante entreprise de laïcisation entreprise par les Lumières), comme à l'origine de l'hostilité que la Révolution manifesterà envers l'Église. Selon la belle formule de Catherine Maire, après l'expulsion des Jésuites qui rend désormais quelque peu sans objet son existence, le jansénisme cède la place en mourant au gallicanisme politique, et lui transmet »l'héritage fantasmagorique de ses haines« et »la peur de la puissance spirituelle, désignée comme l'ennemi de la Nation«.

A l'occasion de la Révolution, victime de »la contradiction native dont il a vécu«, le jansénisme éclate et meurt, se divisant entre partisans de l'indépendance de la puissance spirituelle, à l'instar des ultramontains, et partisans de la Constitution civile du clergé et d'un droit de regard accordé aux laïcs dans le gouvernement de l'Église, à l'instar des protestants. Pourtant, sous le Consulat, l'abbé Grégoire en fera revivre la nostalgie dans une petite brochure intitulée »Les Ruines de Port-Royal en 1801«, où il vantera l'alliance utopique entre idéaux révolutionnaires et chrétiens, en vue de l'édification d'une société »intégralement spirituelle«, qui fut »l'aspiration de toute sa vie«. Grégoire »n'est pas descendu du jansénisme« conclut Catherine Maire, »il en a remonté le fleuve jusqu'à sa source«.

Si l'on peut reprocher à l'auteur de vouloir ramener trop souvent à leur seul aspect »symbolique« des antagonismes reposant tout de même sur un certain nombre de réalités objectives (la Compagnie de Jésus, elle, n'est pas qu'un fantôme, et les objectifs qu'elle poursuit n'ont rien de »symbolique«!), il n'en demeure pas moins que cette plongée touffue au sein du microcosme janséniste du XVIII^e siècle est très éclairante quant aux soubassements, non seulement du combat des parlementaires contre l'absolutisme, mais également des controverses qui se développent plus tard à propos de la Constitution civile du clergé. Instrumentalisé à l'occasion de ces deux épisodes conflictuels, le jansénisme n'est plus, en effet, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, qu'un symbole, un »pavillon identificatoire«, selon la belle formule de l'auteur.

Bruno BERNARD, Bruxelles

Michael MÜLLER, Die Entwicklung des höheren Bildungswesens der französischen Jesuiten im 18. Jahrhundert bis zur Aufhebung 1762–1764. Mit besonderer Berücksichtigung der Kollegien von Paris und Moulins, Frankfurt a. M. (Peter Lang) 2000, 526 p. (Mainzer Studien zur Neueren Geschichte, 4).

Sous un titre désignant l'enseignement des collèges jésuites au XVIII^e siècle et un sous-titre indiquant les deux termes d'une comparaison, un prestigieux collège, Paris, un petit collège de province, Moulins, Michael Müller présente un travail de grande ampleur sur l'histoire et l'évolution de la Compagnie de Jésus pendant deux siècles. Ce travail repose sur une documentation considérable, presque exhaustive. Certes Dupont-Ferrier jadis et C. R. Bailey près de nous avaient respectivement écrit des monographies sur l'un et l'autre de ces collèges, Louis-le-Grand, ancien collège de Clermont, à Paris, et le collège de Moulins. Mais M. Müller va au delà de la juxtaposition de monographies à la fois par l'élargissement de la documentation à l'histoire générale de la Compagnie et par la position d'une véritable thèse, présentée dès l'introduction et développée et discutée à chaque étape du livre.

L'histoire est méthodiquement développée, englobant tous les aspects de l'enseignement des collèges, données statistiques, organisation de la Compagnie, états du personnel, présentation des maisons de Paris et de Moulins, structure des collèges, aspects financiers, bibliothèques, vie scolaire, avec la question des langues (latin ou langue maternelle), mathématiques et enseignement scientifique, vie religieuse, discipline scolaire; cette énumération permet de saisir le caractère exhaustif de l'enquête qui à chaque pas s'appuie sur les travaux qui

font autorité en ces matières (F. de Dainville, D. Julia, M.-M. Compère) et sur une documentation de première main, sans négliger quantité d'articles et de contributions parues dans des revues locales et peu accessibles.

Cependant cette enquête est animée de l'intérieur par la thèse qu'elle appuie, qu'elle permet de discuter et de nuancer. M. Müller part de ce qui apparaît comme une sorte de « cliché » (p. 51) ou de lieu commun de l'historiographie, à savoir qu'il y aurait une « crise » de la Compagnie de Jésus et de l'enseignement jésuite au XVIII^e siècle; le cliché remonte à Dupont-Ferrier, mais renoue avec des thèmes de l'antijésuitisme des jansénistes et des philosophes des Lumières, et il permettait d'interpréter la suppression de la Compagnie en France en 1762 comme le point d'aboutissement logique d'une longue décadence; cette thèse courante (souvent reprise à propos d'autres ordres réguliers et justifiant la Commission des réguliers de 1766) était naguère sous-jacente dans mainte page de P. Chaunu à propos de l'évolution religieuse de Paris au XVIII^e siècle et elle était à l'arrière-plan de la conviction de C. R. Bailey que le remplacement du collège de Moulins par une école publique et communale était un signe de modernisation et de laïcisation (p. 125–126). Or M. Müller met au centre de son travail la discussion de cette « crise »: « Est-on en crise », écrit-il (p. 52), « parce que nos adversaires nous jugent dépassés et vieillissés », et n'y avait-il pas aussi au XVIII^e siècle dynamisme ou persévérance, voire renouvellement ?

Sur chacun des aspects de l'histoire des collèges que nous avons relevés la question sera posée, non pas à partir d'idées préconçues ou de présupposés idéologiques, mais à partir des documents et des textes: au collège Louis-le-Grand le personnel enseignant est d'excellente qualité jusqu'à la veille de la suppression (p. 103). A Moulins la diminution du nombre des élèves peut être signe de décadence, encore faut-il définir les causes de ce déclin (p. 131–136). La diminution du nombre des novices à Paris (par contraste avec la province) est aussi un signe à interpréter, car en chiffre global sur la France il n'y a pas diminution (p. 143–146).

L'étude des finances des collèges est, dans cette argumentation sur la « crise », très importante, et c'est un apport de la thèse de M. Müller que d'établir qu'à l'origine de l'éventuelle « crise » il y a paradoxalement le grand principe de l'enseignement jésuite, la gratuité (p. 181, 384–387). Si à Paris d'abondantes fondations et la faveur royale ont assuré jusqu'au bout des revenus importants, il n'en allait pas de même à Moulins (ni dans d'autres petites villes) où la seule solution aux difficultés fut la limitation du nombre des élèves (à Moulins, de 400 à 200, p. 18, 131, 199–213, 386). La comparaison des bibliothèques illustre aussi l'écart entre Paris et Moulins: même s'il est difficile d'en reconstituer le contenu (et ici l'érudition de M. Müller réussit à nous en donner un tableau assez précis, au moins pour Paris: ainsi p. 241 sur la bibliothèque du P. Desbillons avec les livres de G. Ménéage († 1692) aujourd'hui à Mannheim; p. 244 sur les achats effectués par les religieux de Polling), on mesure la distance entre un très grand collège et celui d'une petite ville de province. En tout cas, un argument souvent avancé pour illustrer la thèse de la « crise » est relativisé par les conclusions de M. Müller (p. 250–257): si les oratoriens attirèrent un nombre croissant d'élèves, ce ne fut pas surtout au détriment des jésuites.

Nous n'insisterons pas sur les intéressantes pages consacrées dans ce livre à la vie scolaire, à la question de la langue maternelle, aux sciences, au théâtre: généralement bien informées (la thèse d'Antonella Romano sur « La Contre-Réforme mathématique » [1540–1640], Paris [De Boccard] 1999, parue trop tard pour être utilisée aurait pu fournir un bon point de départ aux développements sur les mathématiques), ces pages permettent d'associer vues générales et cas particuliers et d'esquisser une prosopographie des jésuites notables de cette époque (les PP. Tournemine, Porée, du Cerceau, La Rue, Le Jay, etc. mais on regrette l'absence d'un index des noms qui aurait permis de retrouver plus facilement tous ces renseignements). Avec la question de la vie religieuse (p. 342 et suiv.) revient l'hypothèse de la « crise »: M. Müller s'appuie sur l'histoire des congrégations mariales (p. 343–346) pour la relativiser et il attribue à l'interdiction de prêcher à Paris entre 1716 et 1729 (p. 353) un recul

de l'influence des jésuites. Cependant, s'il y a recul du nombre des vocations sacerdotales parmi les congréganistes (p. 355), est-ce le signe d'une indifférence ou plutôt d'une adaptation de l'enseignement des jésuites à une évolution de ses finalités, désormais l'éducation des laïcs (p. 357)? Avec finesse, malgré le petit nombre des documents, M. Müller oppose ici à un Paris plus moderne un Moulins plus traditionnel, encore »baroque« et marqué par une piété un peu anachronique (culte des reliques, etc.); on peut seulement se demander si, faute d'une documentation plus large, le critère des congrégations mariales n'est pas exagérément souligné.

Quoi qu'il en soit, au terme de ce travail remarquable (où nous ne relevons qu'un petit nombre de bévues, par exemple, p. 121 Incunables – Incurables, p. 211 Layde – les Aides), l'auteur a pu nuancer, grâce à une analyse différenciée dans l'espace et le temps la traditionnelle thèse de la »crise«: il n'y a pas »un« type de collège jésuite (p. 386), il y a des différences considérables entre Paris et les petites villes, et, si crise il y a, c'est, à l'origine, à cause des problèmes financiers posés par la gratuité (p. 387). Or il se trouve, et ici nous voyons où se situe la véritable crise, que le développement de l'ordre reposait sur un recrutement issu des petits collèges de province et non pas de Paris (p. 389). Cela conduisait à la remise en cause des finalités de l'enseignement jésuite et, en conséquence, des buts mêmes de la Compagnie. La suppression sera une brutale réponse, venue du monde extérieur, à cette question des rapports au monde d'un ordre religieux. C'est pourquoi le travail de M. Müller ne doit pas être ignoré des historiens de l'enseignement ni de ceux de la Compagnie de Jésus.

Jacques LE BRUN, Paris

Lenelotte MÖLLER, *Höhere Mädchenschulen in der Kurpfalz und im fränkischen Raum im 18. Jahrhundert*, Frankfurt a. M. (Lang) 2001, 399 p. (Mainzer Studien zur Neueren Geschichte, 5).

Avec la version à peine modifiée de la thèse qu'elle a soutenue à l'université de Mayence au cours du semestre d'hiver 1999/2000, L. Möller apporte sa contribution à l'histoire de l'éducation féminine, renouvelée ces dernières années par plusieurs travaux dont E. Kleinau et C. Opitz ont réalisé, il y a peu, une première synthèse¹. Comme l'annonce le titre, c'est la formation post-élémentaire (höhere Bildung) des filles au XVIII^e siècle qui est censée être au cœur de la présente étude, mais il s'avère, en réalité, bien difficile de la distinguer de l'instruction élémentaire, les deux restant généralement très liées dans les institutions féminines de l'époque moderne. Quoiqu'il en soit, la perspective adoptée est du plus grand intérêt: l'A. se propose, en effet, de comparer le fonctionnement et l'enseignement de quatre établissements catholiques relevant de grandes congrégations enseignantes et d'un établissement protestant qui, réunis, représentaient alors l'essentiel de l'offre éducative féminine post-élémentaire en Palatinat et Franconie et qui, tous, jouirent d'une grande considération en leur temps. Il s'agit d'abord des institutions fondées à Heidelberg en 1700 et à Mannheim en 1720 (lors du transfert de la capitale-résidence palatine) par la congrégation lorraine de Notre-Dame de saint Pierre Fourier, déjà installée auparavant à Bonn et Mayence; ces deux établissements fonctionnent jusqu'à la sécularisation qui leur vaut d'être fermés respectivement en 1802 et 1805. Par ailleurs sont retenues l'institution des Ursulines de Wurzburg, ouverte en 1712 à l'initiative des religieuses de cet ordre déjà implanté avec succès à Kitzingen, et celle des Dames anglaises de Marie Ward, fondée à Bamberg en 1717 à la demande de femmes du patriciat local et à l'initiative des maisons de cette congrégation à vœux simples installées à Munich et Augsbourg; temporairement perturbées par le vent de la sécularisation, ces deux institutions n'en poursuivent pas moins leurs activités tout au long du XIX^e

1 Elke KLEINAU et Claudia OPITZ (Hg.), *Geschichte der Mädchen- und Frauenbildung*, 2 Bde., Frankfurt a.M./NewYork 1996.